

Se réapproprier la politique : rencontre avec une figure de la révolution syrienne - « Il y a une crise de la pensée révolutionnaire dans le monde »

mercredi 27 décembre 2017, par [Al-HAJJ SALEH Yassin](#), [DUGAUCQUIER Matilde](#), [GASPARINI Mauro](#) (Date de rédaction antérieure : 22 décembre 2017).



Né en 1961 à Raqqa, l'écrivain et dissident syrien Yassin Al-Haj Saleh a passé une part considérable de son existence dans les geôles du régime Assad. À nouveau poursuivi par le régime pour son activité révolutionnaire, il s'est exilé en Turquie peu avant que son épouse Samira Khalil, elle-même militante communiste et révolutionnaire infatigable, ait été enlevée avec leur amie Razan Zeitouneh, défenseuse des droits humains et co-fondatrice des Comités de coordination locaux de la révolution, très probablement par le groupe islamiste Jeish Al-Islam [armée de l'islam]. Yassin n'a cependant jamais cessé d'écrire, de prendre des positions fermes et de porter la voix des révolutionnaires syrien.ne.s oublié.e.s du reste du monde. Rencontre à Istanbul avec un personnage hors du commun... [1]

Matilde Dugaucquier et Mauro Gasparini - Pouvez-vous nous raconter un peu votre histoire ?

Yassin Al-Haj Saleh - C'est un long parcours... Je suis resté en prison pendant de longues années. J'étais membre d'un parti communiste opposé au régime (il existe toujours un parti « communiste » pro-régime aujourd'hui, dirigé par la dynastie Bagdash). Lorsque j'étais étudiant en médecine à Alep, dans les années 1970, j'ai rejoint le Parti communiste - bureau politique [aussi appelé Parti communiste syrien Riyad al-Turk] qui prenait des positions de plus en plus fermes contre le régime Assad. Nous avions des désaccords sur la relation avec l'URSS aussi car nous étions influencé.e.s par l'eurocommunisme qui, à l'époque, apparaissait comme un courant plus démocratique et ouvert. Il me paraissait plus progressiste de défendre non seulement la justice sociale mais aussi la démocratie et les libertés.

J'en étais à ma troisième année de médecine quand j'ai été emprisonné pour 16 ans. J'ai été interrogé et torturé, mais ma vie n'était pas en danger à ce moment-là. Les conditions en prison ont été « négociables » pendant environ 14 ans. Puis elles se sont détériorées et ont été extrêmement dures la 16^e année, que j'ai passée dans la terrible prison de Palmyre. Au début j'avais droit à des visites de ma famille et à des livres. Les livres m'ont sauvé. J'adore lire et j'ai appris plus en prison qu'à l'université. Ce furent des années d'apprentissage, à travers les livres, les amis, les camarades. C'est évidemment très difficile de perdre 16 années de sa jeunesse en prison. Mais en même temps

on peut résister et se changer soi-même. C'est ce que j'ai fait, inconsciemment et c'était ce qu'il fallait faire dans ces circonstances. J'ai écrit un livre sur cette expérience formatrice et émancipatrice [2]. On me dit que c'est plus un livre sur la libération que sur l'emprisonnement, d'ailleurs...

En 2000, j'ai enfin pu terminer mes études de médecine mais je ne l'ai jamais pratiquée ! Je n'avais pas été assez courageux et confiant pour devenir écrivain et traducteur, mais c'est ce que j'avais toujours voulu faire. J'ai alors écrit quelques articles et traductions. L'an 2000 était aussi l'année du décès d'Hafez El-Assad et du passage du pouvoir à son fils Bachar. J'ai déménagé à Damas, c'était un bon endroit pour observer les changements en cours et les éléments de continuité. L'ère de Bachar a amené de nouvelles politiques, notamment sur le plan économique, avec l'approfondissement des libéralisations. Une classe de nouveaux riches, qui avaient utilisé leurs positions privilégiées dans l'appareil du régime pour assurer leur ascension et leur enrichissement, a commencé à prendre le pouvoir et le contrôle de l'Etat. Voilà le sens des libéralisations des années 2000.

J'étais en position d'observer et d'écrire sur tout ça mais bien sûr j'ai subi la censure : j'ai dû aller une dizaine de fois au tribunal pour avoir écrit ou dit ceci ou cela.... Deux semaines après que la révolution ait commencé, après le premier discours d'Assad le 13 mars 2011, j'ai décidé d'entrer dans la clandestinité. Je ne voulais plus d'autocensure. Car nous venions d'entrer dans une nouvelle étape de notre histoire où enfin nous pouvions dire ce que nous pensions. Avec l'aide de nombreux ami.e.s, j'ai quitté notre maison de Damas où j'avais vécu trois ans et me suis installé seul en banlieue pendant deux ans. Après, il n'y avait plus beaucoup de sens à rester : je n'étais pas utile à la révolution et ça devenait dangereux avec tous les checkpoints et les moukhabarat [services de renseignement] qui rentraient dans les maisons du quartier. Je suis donc parti en avril 2013 pour Douma, dans la Ghouta orientale non loin de Damas. Après que je sois arrivé à Douma, notre amie Razan Zeitouneh m'a rejoint avec mon épouse Samira Khalil. On vivait la plupart du temps à trois dans un appartement.

Mon idée était d'aller à Raqqa, qui était à ce moment-là hors de contrôle du régime. J'ai pensé que je pourrais y apprendre des choses et aussi aider sur place. Mais je n'ai pu quitter Douma qu'en juillet 2013. Un de mes frères a été kidnappé et, en cours de route, un ami m'a appris que mon frère aîné Firas avait aussi été kidnappé. La situation tournait mal, je ne pouvais plus rentrer et le voyage était très dangereux. Peu de gens savaient où j'étais. L'un d'eux, mon docteur, sera également kidnappé le 2 novembre 2013. Entre-temps, j'avais quitté la Syrie pour la Turquie. J'y étais depuis moins de deux mois quand Samira et Razan ont à leur tour été enlevées... Je réside depuis en Turquie.

N'en déplaise à certains révisionnistes, briser le monopole de la violence de l'Etat fut un des tournants politiques majeurs en Syrie.



A Alep

Pouvez-vous mettre la révolution syrienne en perspective ? Quelle est sa signification pour le pays, la région, et au niveau mondial ?

Le contexte c'est évidemment les « printemps arabes » qui ont commencé après que ce jeune tunisien, qui avait été insulté et humilié, se soit immolé. À ce moment-là, l'idée des « révolutions de

la dignité » faisait son chemin. J'ai écrit un article à ce propos à peine trois semaines avant l'éclatement de la révolution en Syrie. Les gens en avaient marre des insultes des services de sécurité, d'être obligé.e.s de payer des pots-de-vin pour tout et n'importe quoi. Nous ne voulions plus être humilié.e.s par ceux qui sont au pouvoir, nous ne voulions plus payer pour tout, d'ailleurs beaucoup étaient déjà assez pauvres. Les gens souhaitaient ainsi se réapproprier la politique, parler de questions publiques en public, s'approprier activement l'espace public ensemble pour dire « non », pour chanter, pour agir... Les Syrien.ne.s vivaient sous le seuil d'extrême pauvreté politique depuis des décennies. Nous n'étions pas autorisé.e.s à dire ce que nous pensions, ni à nous exprimer sur la chose publique, ni à nous rassembler, pas même dans les espaces privés. D'où l'importance des rassemblements dans l'espace public, à des dizaines, des centaines ou à des milliers de personnes.

Mais nous avons été confrontés à une véritable guerre dès le tout début. C'est pourquoi je pense qu'il n'est pas juste de nier aux Syrien.ne.s le droit de faire face à un régime en guerre contre elles/eux avec des armes. Nous avons voulu nous réapproprier la politique pacifiquement, ils ont voulu nous en empêcher en nous tirant dessus. Nous avons donc voulu briser le monopole de l'État sur les armes. Car au plus longtemps l'État monopolise la violence, au plus longtemps il nous réduit en esclavage. Et on a réussi après six ou sept mois de mort.e.s en continu... Il est certain que ce processus contient de nombreuses contradictions, mais prendre les armes était absolument légitime et éthique à mon avis. N'en déplaise à certains révisionnistes, briser le monopole de la violence de l'État fut un des tournants politiques majeurs en Syrie. Certes, la fin de ce monopole a aussi bénéficié à des groupes comme Al-Nusra/Al-Qaeda et Daesh. Mais ce n'était pas la seule cause, loin de là. Ces groupes sont liés à d'autres dynamiques, comme la présence d'Al-Qaeda en Irak après l'occupation US et le soutien que leur apporta le régime syrien pendant des années ; aussi la libération par Assad de centaines de salafistes qui se trouvaient dans les geôles syriennes, notamment à Sadnaya ; ou encore les réseaux salafistes dans le Golfe et les masses de pétrodollars aux mains de religieux qui n'ont rien à faire d'autre que de payer des fanatiques en Afghanistan, en Irak et en Syrie. C'est tout cela qui explique l'émergence de ces groupes.

Le peuple syrien n'a été soutenu de façon significative par aucune puissance internationale.

Au long de toutes ces années, de nombreuses puissances étrangères sont intervenues mais le peuple syrien n'a été soutenu de façon significative par aucune puissance internationale. La Chine et la Russie avaient paralysé le Conseil de Sécurité de l'ONU, ce qui a donné naissance au groupe des « Amis de la Syrie » : États-Unis, France, des pays arabes, etc. Et ce sont les États-Unis qui ont fait mourir ce prétendu groupe, en particulier après les massacres chimiques de 2013 et l'accord qui a suivi. Cet accord, le plus sordide et criminel qu'il y ait eu entre les États-Unis et la Russie, a donné un permis de tuer à Assad, par tous les moyens possibles sauf celui que ces puissances interdisent. Dans les faits, même les armes chimiques n'ont pas été interdites puisqu'il est établi que de nombreuses attaques ont été menées depuis, au gaz chloré notamment. Ce fut possible tant que le régime massacrait sans bruit, tant qu'il évitait un massacre de grande ampleur comme à Khan Sheikhoun cette année. Avec l'accord chimique de 2013, les organisations nihilistes islamistes comme Nusra et Daesh ont reçu un immense cadeau pour recruter. Commettre de tels crimes donne à ces groupes une excuse pour faire ce qu'ils veulent. Les syrien.ne.s n'ont pas été protégé.e.s après un tel massacre et les organisations nihilistes ont pu dire : « Regardez, le monde n'en a rien à faire de nous, ils sont tous nos ennemis et les ennemis de l'Islam. »

Et dans un certain sens, ils ont raison. Même s'ils n'ont aucune solution aux problèmes des Syrien.ne.s - mais personne n'en n'a actuellement. L'opposition est dans un mauvais état. Ses membres, issus de ma génération, sont trop dépendants des puissances régionales et ne représentent pas une alternative crédible et viable au régime. Les États-Unis sont intervenus en

2014 uniquement contre Daesh, et d'abord à Kobane, pour laquelle ils ont livré nourriture et armes, ce qui ne s'est jamais produit ailleurs. Un an après, les Russes sont intervenus. Les États-Unis mènent aujourd'hui une coalition internationale, avec de nombreux pays. On a quatre des cinq membres du Conseil de Sécurité qui sont en guerre en Syrie contre des organisations responsables de 5 % des morts civils. Le responsable de plus de 90 % de ces morts, Bashar Al-Assad est toujours là et peut continuer ses méfaits. Je parle ainsi souvent d'un monde « syrianisé » : depuis cet accord chimique, il ne s'agit plus seulement de la Syrie, mais de la situation du monde dans lequel on vit, et il devient de plus en plus clair que c'est un monde en crise [...].

Kobane a eu une grande résonance en Europe occidentale et beaucoup de progressistes ont pris position pour l'autonomie kurde en Syrie. Que pensez-vous de la situation au Rojava ?

Il y a deux agendas : celui des droits de Kurdes en Syrie, que je défends et que j'ai toujours défendu, et celui du PKK. La Syrie est devenue un nouveau terrain pour leur lutte et les met dans de meilleures conditions face au gouvernement turc. C'est pour cela qu'ils sont aujourd'hui à Raqqa et qu'ils chassent des habitant.e.s de la ville. Ils sont un outil dans les mains des Américains sous couvert de leur guerre contre la terreur. Beaucoup de gens à gauche, qui ne connaissent rien de la Syrie, prennent parti pour ce parti autoritaire et ultranationaliste - bien sûr je connais leur propagande, leur idée de confédéralisme démocratique, mais cela est vide de contenu... Il existe déjà un camp de concentration où 8000 personnes accusées d'être membres de Daesh sont enfermées. Et elles devraient prouver le contraire pour pouvoir en sortir.

Grâce à Daesh, certains criminels ont l'air plus propres que ce qu'ils ne sont vraiment. Je ne veux pas dire que le PYD est criminel, mais il est clair que ce n'est pas eux qui décident des objectifs. Ils ne contrôlent plus rien de leur lutte, ce sont les Américains qui décident de tout et ils sont en train de s'éloigner de leur idéal : la liberté et une région kurde autonome. Afrin, une région kurde au nord d'Alep, est maintenant menacée par les Turcs. Qui va défendre Afrin, s'ils/elles sont tous à Raqqa ? Les Américains sont brutaux, arrogants et en même temps stupides. Ils sont guidés par des idées issues de l'anthropologie coloniale qui veut qu'on approche les Arabes comme un peuple constitué de tribus uniquement. Et les Kurdes sont un outil dans cette approche de la Syrie en général, et de la lutte contre Daesh en particulier. Ils utilisent un discours moderniste qui parle aux classes moyennes occidentales, notamment en mettant en avant ces femmes combattantes non voilées. Or ce n'est pas quelque chose de nouveau que les Kurdes de Syrie auraient inventé, ça a à voir avec la lutte historique du PKK. Le PYD est la branche syrienne du PKK en Turquie et il montre des tendances expansionnistes en Syrie.

Les gens en Europe devraient au moins avoir une vue plus nuancée de cette situation. Je soutiens la séparation des Kurdes, mais dans la pratique c'est presque impossible. Si on veut être rationnel, un Etat kurde qui comprend une partie de la Turquie, une de l'Iraq, une autre de l'Iran et bien sûr une de la Syrie, cela a du sens. Mais en Syrie seulement, cela n'en a pas. Bien sûr l'autonomie, une certaine forme de fédéralisation est possible et souhaitable.

Que peut-on encore faire pour soutenir les revendications du peuple syrien à l'heure actuelle ? Que diriez-vous à celles et ceux qui veulent faire vivre les espoirs réveillés par la révolution syrienne ?

Toute la politique en Syrie devrait se concentrer sur les droits des réfugié.e.s, des personnes en deuil et des personnes blessées, qui représentent un très haut pourcentage de la population. Et l'on sait que le processus de Genève ignore ces problèmes. Notre priorité est donc (et là vous pouvez aider) de défendre les droits de celles et ceux qui ont été torturé.e.s, tué.e.s, humilié.e.s, qui ont perdu leur maison, leur emploi et bien sûr de ces 80 % qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Aujourd'hui, en Syrie, être révolutionnaire (ou avoir des principes éthiques tout simplement) revient à penser la politique en ces termes. Et je suis désolé que l'opposition traditionnelle ne tienne pas compte de ces problèmes. Je pense qu'on peut construire la cause syrienne autour de ces questions, même si ce n'est pas facile et si nous sommes isolé.e.s...

J'ai été invité à Bruxelles en avril pour un rassemblement de groupes de la société civile syrienne sous le patronage de Staffan de Mistura [l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie]. Une partie de l'agenda portait sur le maintien de la paix. J'étais surpris qu'ils m'invitent et je leur ai dit : « Je peux venir mais je ne suis pas d'accord avec votre agenda. Si vous l'acceptez, je peux suggérer autre chose et essayer de convaincre l'audience ». Et ils ont refusé, il fallait accepter l'agenda qu'ils imposaient. J'ai vraiment senti qu'on me déniait le droit de représenter ma cause et de définir les priorités, d'avoir un mot à dire sur qui sait vraiment ce qu'il se passe et de défendre les droits des victimes. Ces gens veulent s'approprier notre changement. Ils considèrent que le changement devra avoir lieu si ça les arrange. Macron a dit récemment qu'il n'y avait pas d'alternative en Syrie. Pas d'alternative pour qui ? Pour vous ou pour nous ? Nous, nous prendrions n'importe qui ! [rires] Il n'y a pas besoin d'alternative pour mettre un criminel dehors, full stop ! C'est notre société et vous n'avez pas le droit de nous demander des garanties. D'ailleurs nous garantissons que ça va être un grand bordel pour de longues années à venir. C'est toujours le bordel après les révolutions ! Mais pour les Américains comme les Européens, le moindre mal c'est Bashar Al-Assad, celui qui est responsable de la mort de 90 % de nos victimes. Pour eux ce qui importe ce ne sont pas nos vies, ce sont les menaces sur leurs intérêts.

Il y a une crise de la pensée révolutionnaire dans le monde, une crise des réflexions sur le changement politique et sur la situation globale.



Quels liens pouvez-vous tracer entre la réalité des processus révolutionnaires dans le monde arabe et ce que l'on doit retenir de l'héritage de la révolution russe de 1917 ?

En fait, je n'ai pas les réponses à tout ça. Il y a une crise de la pensée révolutionnaire dans le monde, une crise des réflexions sur le changement politique et sur la situation globale. De plus en plus, je réalise qu'il n'y a pas de vraies forces révolutionnaires, nulle part dans le monde. Il y a des individus bien sûr, et des petits groupes et organisations mais pas de mouvement révolutionnaire historique aujourd'hui. C'est peut-être un des effets de la globalisation de ces dernières décennies : les privilégié.e.s deviennent plus forts, contrôlent les médias et l'espace public, créent une demande pour la sécurité avec la peur des immigré.e.s, des musulman.e.s, des « terroristes »... Il semble que cette stratégie ait été victorieuse jusqu'à présent. Il y a une fragmentation du champ politique dans chaque pays et au niveau mondial. C'est un paradoxe : d'un côté les gens en savent plus les un.e.s sur les autres, le monde s'unifie progressivement ; de l'autre, il y a fragmentation progressive de la vie politique, même dans les pays occidentaux. Ces dynamiques expliquent peut-être pourquoi nous ne voyons pas de mouvements révolutionnaires capables d'unifier les luttes, de mettre en lien les contradictions et de développer une stratégie révolutionnaire. J'espère qu'il ne s'agit que d'une question de temps. J'espère être un agent en expliquant et en participant au changement. Mais pour l'instant je ne vois pas encore d'issue à cette situation. Nous, les agents révolutionnaires du changement, sommes dans une position d'extrême faiblesse et nous avons de nombreuses luttes à

mener à l'intérieur de la gauche elle-même.

Je pense que la gauche traditionnelle n'est plus révolutionnaire ni même progressiste. En tant que Syrien.ne.s, nous avons de bonnes raisons de nous plaindre et d'avoir du ressentiment par rapport à ces gens de gauche en Occident, mais aussi dans notre pays ou en Turquie. Les perspectives de cette gauche sont dépassées, elle reste coincée dans la politique d'en haut, et persuadée que l'impérialisme est une chose qui se cache quelque part aux États-Unis ou à Londres et non un système global. J'ai écrit un long article sur la Syrie et la gauche « anti-impérialiste ».

Justement, comment percevez-vous la gauche occidentale en général et plus particulièrement son rôle dans la crise syrienne ?

La gauche se compose essentiellement de gens des classes moyennes, qui ne sont pas des classes révolutionnaires. Le militant ou la militante de gauche occidentale typique aujourd'hui a un passeport, a fait une bonne université, peut visiter de nombreux pays, lire les livres qu'il/elle veut. Ces gens ne sont pas menacés d'arrestation pour tel écrit ou parole, peuvent organiser des meetings dans la rue et sur les places. Ils peuvent manifester, dire non, dire que Trump est un animal et en même temps, ces gens de gauche ont tendance à vouloir nous donner des leçons. C'est ce qui me déplaît : ils ne savent pas grand-chose sur la Syrie, et n'ont pas fourni la moindre idée intéressante ou originale sur le pays. Ça vaut pour Chomsky, Fisk, Patrick Cockburn, bien sûr Tariq Ali...

D'une certaine manière, les créations dystopiques comme Daesh et même Al Assad sont un symptôme de l'absence d'un nouveau projet qui nous permette d'avancer.

Je pense aussi que les forces révolutionnaires devraient oublier l'Union soviétique. Quand j'avais 20 ou 30 ans, il était très important pour ma génération de critiquer l'Union soviétique. Peut-être qu'aujourd'hui cela sert à justifier le libéralisme, le néo-libéralisme et la démocratie libérale à l'Ouest. Bien entendu, le libéralisme n'est pas une utopie et nous avons vraiment besoin d'une utopie. Et d'une certaine manière, les créations dystopiques comme Daesh et même Al Assad sont les symptômes de l'absence d'un nouveau projet qui nous permette d'avancer. Sans un projet progressiste global, on ne peut travailler au niveau national, que ce soit en Belgique, en Syrie ou en Egypte. Toujours est-il que nous devons oublier l'Union soviétique ainsi que celles et ceux qui ne parviennent pas à oublier cette expérience ni à la critiquer. Vous, les jeunes générations, êtes dans une meilleure position pour penser à cela, notamment parce que vous êtes mobiles, vous pouvez rencontrer des gens, des immigré.e.s, des réfugié.e.s. Vous pouvez en savoir plus sur la Syrie, la Palestine, l'Afrique du Sud...

Vous avez dit que nous avons besoin d'un nouveau projet pour la gauche et vous avez évoqué l'internationalisme, en tout cas une gauche plus consciente de ce qu'il se passe dans d'autres pays et plus capable de pratiquer la solidarité et de comprendre d'autres sociétés, de communiquer... Mais il semble que nous soyons loin d'avoir les groupes et les réseaux qui soient suffisamment forts pour construire cette solidarité...

C'était plus facile dans le passé, quand nous nous identifions à travers la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. Après l'expérience du socialisme du XX^e siècle et les transformations du capitalisme, je pense que nous avons besoin de plus que ça. Nos problèmes ne sont pas seulement liés aux formes traditionnelles d'exploitation mais également à la capacité du capitalisme à transformer toute lutte en un conflit religieux, ethnique, racial, sectaire... Dans vos pays cela se traduit par une hostilité envers les non-blancs/ches. Nous sommes plus touché.e.s par les politiques sectaires. Il ne suffit donc pas de dire que la bourgeoisie déforme la conscience des masses. Les idées qui ont trait à la politique identitaire [identity politics] sont d'abord apparues au sein de la gauche, aux États-Unis surtout et en Europe dans une certaine mesure, un mouvement progressiste pour défendre les identités marginalisées par le système : noir.e.s, autres personnes de couleurs,

musulman.e.s, juifs/juives... Mais je pense que nous devons repenser ce problème car, quand les luttes sociales sont racialisées, sectarisées ou ethnicisées, elles portent en elles la possibilité de massacres et de génocides.

Il y a aussi le problème de l'environnement. Le socialisme du XX^e siècle a été aussi terrible pour l'environnement que le capitalisme, à cause du culte du développement et de la croissance qu'il a développé. Les deux systèmes partageaient le même culte de l'industrie, du contrôle de la nature. Aujourd'hui, le réchauffement climatique représente une grande menace pour notre région le Moyen-Orient et aussi pour l'Afrique. D'une certaine manière la révolution syrienne est liée à ce problème : trois ou quatre ans avant la révolution nous avons eu des mauvaises saisons et plus de 300 000 familles ont été affectées. À l'avenir on pourrait voir des vagues de réfugié.e.s qui ne sont pas liées à la politique ou à la guerre mais au réchauffement climatique [...].

Cette bataille doit viser à nous approprier le monde, comme en Syrie nous avons voulu nous réapproprier notre pays. Nous sommes la population de cette planète et nous voulons la reprendre à ceux qui la spolient...



Peut-on dire que la révolution syrienne, et le printemps arabe dans l'ensemble, a révélé la faiblesse de la gauche internationale et l'ampleur de la tâche qui nous attend ? Et à quoi ressemble la contre-révolution aujourd'hui ? Bien sûr nous en avons un des pires exemples en Syrie, que ce soit au niveau national ou international, étatique et de groupes armés non-étatiques...

J'ai l'habitude de dire que nous avons trois ennemis en Syrie, pas un seul : le régime et ses alliés - qui sont aujourd'hui l'Iran, le Hezbollah et la Russie ; les organisations islamistes-nihilistes du jihad mondial (je parle du jihad sunnite, puisque le jihad chiite est allié avec le régime) - ceux-là viennent peut-être d'une centaine de pays différents, c'est dire si c'est un conflit mondial, d'autant plus que les Syrien.ne.s sont partout maintenant [...] ; le troisième c'est l'impérialisme, et je ne parle pas seulement ici d'impérialisme américain, mais aussi notamment russe. Il ne s'agit plus seulement d'une bataille contre le régime, c'est une bataille énorme et elle ne nous concerne plus seulement nous. Donc je pense qu'à l'échelle mondiale aujourd'hui, être révolutionnaire c'est se battre contre ces trois ennemis. Contre les régimes autoritaires locaux comme le nôtre (ou celui de Sissi en Egypte, ou l'armée libanaise qui, il y a tout juste quelques jours, a humilié et tué des réfugié.e.s syrien.ne.s après les avoir arrêtés). Contre les organisations nihilistes qui sont certes islamistes aujourd'hui mais qui pourraient prendre une autre forme... Olivier Roy dit que ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est une islamisation de la radicalité, pas une radicalisation de l'islam. Il veut dire que beaucoup de personnes sont en quête de radicalité aujourd'hui et veulent combattre l'impérialisme. Et c'est comme cela qu'ils deviennent islamistes. Beaucoup parmi elles ne viennent pas de familles où l'on pratique l'islam mais l'islam fournit une base culturelle à leurs émotions. Nous devons donc donner un nouveau sens à la vie, inventer de nouvelles situations, de nouvelles expériences, de nouvelles pratiques quand nous nous battons contre ces trois ennemis : les élites dirigeantes, les organisations nihilistes, islamistes ou autres, et contre les hégémonies globales. Cette bataille doit viser à nous approprier le monde, comme en Syrie nous avons voulu nous réapproprier notre pays. Nous sommes la population de cette planète et nous voulons la reprendre à

ceux qui la spolient...

Propos recueillis pour *La Gauche* d'automne par Matilde Dugaucquier et Mauro Gasparini

P.-S.

* Gauche anticapitaliste (Belgique), 22/12/2017 :

<https://www.gaucheanticapitaliste.org/se-reappropriier-la-politique-rencontre-avec-une-figure-de-la-revolution-syrienne/>

Notes

[1] Entretien réalisé en juillet 2017. Les propos reportés ici reflètent l'avis de l'interviewé et pas forcément les positions de la rédaction.

[2] Yassin Al-Haj Saleh (2015) *Récits d'une Syrie oubliée. Sortir la mémoire des prisons*. Les prairies ordinaires [256 pages, 19 euros